

● (1405)

Prié de citer à la Chambre les sources juridiques sur lesquelles le gouvernement fonde sa position, le ministre de la Justice (M. Hnatyshyn) n'a offert que de vagues assurances sur le pouvoir commercial et la Constitution. Et pourtant, dans son ouvrage, M. Gotlieb signale que, contrairement à la Constitution des États-Unis, la Constitution canadienne n'autorise pas le Parlement à modifier, par la mise en oeuvre d'un traité, le partage des pouvoirs législatifs. Si le ministre dispose d'opinions juridiques pour justifier sa position, il devrait les produire.

L'argumentation juridique mise à part, le gouvernement conservateur veut s'emparer de pouvoirs provinciaux bien établis, ce qui est encore plus grave que ce dont les conservateurs ont jamais accusé le gouvernement Trudeau dans leurs plus folles allégations.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### ON LOUE LE GOUVERNEMENT POUR LES SUBVENTIONS AGRICOLES SUPPLÉMENTAIRES

**M. Walter Van De Walle (Pembina):** Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir louer les nouvelles initiatives agricoles annoncées par le premier ministre (M. Mulroney) mercredi. Les réalisations du gouvernement dans le domaine agricole sont uniques. Il n'était encore jamais arrivé qu'un gouvernement réponde aux besoins des agriculteurs avec des programmes aussi innovateurs et pertinents. Depuis 1984, les dépenses publiques consacrées au secteur agricole ont augmenté de près de 400 p. 100.

Les céréaliers et les producteurs d'oléagineux de la circonscription de Pembina, ainsi que les producteurs de pois, de haricots, de lentilles et de luzerne transformée, ont été enchantés d'apprendre que le Programme spécial canadien pour les grains avait été prolongé jusqu'à la récolte de 1987. Ce programme de 1,1 milliard de dollars, ainsi que la prolongation de la réduction de la taxe sur le carburant agricole, les aideront beaucoup à assurer leur stabilité financière.

Je félicite le gouvernement pour les mesures qu'il a prises afin d'insuffler un regain de vitalité à la Société du crédit agricole. Le paiement différé des prêts et la disposition concernant la remise de 100 millions pour compenser les pertes, permettront à la SCA de continuer à essayer d'aider les agriculteurs ayant des difficultés financières.

**M. le Président:** Je regrette, mais le temps de parole du député est écoulé.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES DROITS DES ISRAËLIENS ET DES PALESTINIENS—ON DEMANDE LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE DE PAIX

**M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill):** Monsieur le Président, le Nouveau parti démocratique a toujours favorisé la sécurité de l'État d'Israël à l'intérieur de frontières établies et

### Article 21 du Règlement

reconnues. Parallèlement, nous avons soutenu les Palestiniens dans leur droit à un territoire national reconnu.

Nous avons également invité les Palestiniens et l'OLP à reconnaître sans équivoque le droit de l'État d'Israël à l'existence et à des frontières sûres et reconnues. Nous avons prôné la reconnaissance de l'OLP comme porte-parole important du peuple palestinien et sa participation à toute négociation qui se voudrait efficace et significative.

Nous avons critiqué l'établissement planifié et subventionné par l'État de colons Israéliens en Cisjordanie, qui constitue un obstacle évident à la solution des problèmes dans la région.

Il est évident à nos yeux que la réaction israélienne à la situation actuelle en Cisjordanie et à Gaza n'est pas constructive non plus. L'utilisation de munitions de combat contre les foules et le recours de plus en plus normal à la violence comme moyen de résoudre des problèmes de fond qui exigent des solutions d'ordre structurel et politique est à la fois inquiétante et inacceptable. La réponse ne se trouve ni dans le terrorisme, ni dans la force militaire. Des années de sang versé ont durci trop de coeurs dans cette région du monde.

Le NPD appuie l'idée d'une conférence de paix et exhorte toutes les parties à chercher résolument la paix—il faut le courage de la paix plutôt que la rage la violence.

\* \* \*

[Français]

### LE LIBRE-ÉCHANGE

#### HOMMAGE À CERTAINS CANADIENS

**M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, depuis quelques mois l'attitude de l'Opposition dans le dossier du libre-échange démontre à toute la population canadienne qu'elle n'est pas digne d'aspirer à diriger le Canada.

Seul le parti progressiste conservateur, à partir de principes axés sur l'épanouissement et le respect d'individus et respectueux de toutes les forces et pouvoirs, peut continuer à assumer cette responsabilité de gouverner.

L'Accord de libre-échange découle de ces principes et nous appelle à nous surpasser pour être plus productifs. C'est un appel à l'excellence, monsieur le Président.

Aujourd'hui, je voudrais rendre un hommage particulier à un nombre très important de Québécois qui ont décidé que l'Accord de libre-échange, c'était leur affaire.

Je désire féliciter les Laurent Beaudoin, Marcel Dutil, Gaëtan Mathieu qui assument la responsabilité du regroupement pour le libre-échange dans la province de Québec et qui rassemblent des milliers de personnes en faveur de cette cause.

Voilà un vote de confiance au Canada et à son premier ministre, le très honorable Brian Mulroney.